ÉGYPTE

Cinq morts dans trois attentats visant la police au Caire

Cinq personnes ont été tuées vendredi dans trois attentats, dont un suicide, visant la police au Caire, à la veille du troisième anniversaire de la révolte ayant chassé Hosni Moubarak. Dans l'attaque la plus meurtrière, un kamikaze a précipité sa voiture piégée contre l'entrée du siège de la police nationale.

Photo : DR

Les attentats visant les forces de l'ordre se sont multipliées depuis que l'armée a destitué le 3 juillet Mohamed Morsi.

Peu après l'aube vendredi, un homme a attendu que les policiers lèvent un barrage qui fermait l'accès de la rue menant au siège de la Direction de la police, dans le centre de la capitale, pour précipiter sa voiture bourrée d'explosifs contre la lourde grille fermant l'accès au bâtiment. L'explosion a creusé un profond cratère dans la chaussée, dévasté la façade du siège de la police et détruit plusieurs pièces du musée des Arts islamiques, situé en face. Quatre personnes ont été tuées et plus de 70 blessées, selon le ministère de la Santé.

Trois heures plus tard, une bombe de plus faible puissance a explosé au passage d'une voiture de police un peu plus loin, tuant un policier et blessant quatre autres. Une heure après, un troisième engin a explosé devant un commissariat sur une avenue menant vers les grandes pyramides de Guizeh au Caire, ne provoquant que des dégâts matériels.

Depuis la destitution de Morsi, des dizaines de policiers et de soldats ont été tués dans des attentats revendiqués pour la plupart par un groupe de la péninsule du Sinaï s'inspirant d'Al-Qaïda, Ansar Beït al-Maqdess, en représailles selon lui au «massacre» des pro-Morsi. Le gouvernement, lui, attribue ces attentats aux Frères musulmans, décrétés «organisation terroriste».

«Nous condamnons l'attentat du Caire et réaffirmons notre volonté de lutter pacifiquement contre le coup d'Etat», a immédiatement tweeté vendredi une coalition pro-Morsi dirigée par les Frères musulmans.

L'Egypte s'apprête à célébrer samedi le troisième anniversaire de la «révolution du 25-Janvier», lancée en 2011 dans le tumulte du Printemps arabe.

A la veille de cette journée qui s'annonce lourde de périls, policiers et soldats se déployaient massivement dans le centre du Caire, où se trouve l'emblématique place Tahrir, cœur de la révolte de 2011.

Les pro-Morsi appellent à manifester durant 18 jours la durée du mouvement populaire qui a mis fin, le 11 février 2011, à trois décennies de pouvoir absolu de Hosni Moubarak. Mais le ministre de l'Intérieur a prévenu que les forces de l'ordre riposteraient avec «fermeté» à toute tentative «des Frères musulmans de saboter les cérémonies», et appelé les Egyptiens à descendre massivement dans la rue pour célébrer le 25-Janvier et soutenir le gouvernement.

Vendredi, peu après l'attentat contre la direction de la police, au milieu des débris de verre, de fer et de bois, des dizaines d'habitants conspuaient les Frères musulmans, brandissant des portraits du général Sissi, également vice-Premier ministre et ministre de la Défense, qui ne cache guère plus ses intentions de se présenter à l'élection présidentielle, promise pour 2014.

Après le départ de Moubarak, l'armée avait déjà pris les rênes du pouvoir pour seize mois, avant de les remettre à M. Morsi élu en juin 2012. Un an plus tard, des millions d'Egyptiens manifestaient pour réclamer son départ, l'accusant de vouloir islamiser à marche forcée la société. Répondant à cette «nouvelle révolution», l'armée destituait Morsi. Depuis, Sissi et le gouvernement qu'il a mis en place sont très populaires auprès des Egyptiens, qui veulent majoritairement en finir avec trois années de «chaos».

Mais certains intellectuels et figures de proue de la révolte de 2011 redoutent un retour aux méthodes de Moubarak, avec la répression implacable de toute contestation.

Condamnation algérienne

L'Algérie a condamné, par la voix du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Amar Belani, les attentats perpétrés hier au Caire et qui ont fait au moins cinq morts.

«En ces moments difficiles, nous adressons nos condoléances aux familles des victimes et nous exprimons notre pleine solidarité avec le peuple égyptien frère, en ce moment particulier, où il se prépare à des échéances cruciales sur la voie de la transition dont on espère qu'il sortira plus fort que jamais, pour recouvrer sa sécurité et retrouver la place importante qui est la sienne dans le concert des nations», a indiqué M. Belani dans une déclaration à l'APS.

(APS)

GENÈVE II

L'opposition syrienne refuse des pourparlers directs

La délégation de l'opposition syrienne à la Conférence dite Genève II pour la paix en Syrie, a refusé hier de mener des pourparlers directs (dans la même pièce) avec la délégation du gouvernement contrairement à ce que souhaitait l'ONU, a affirmé une porte-parole des Nations unies.

«Il faut être patient et voir le processus se développer», a indiqué à la presse une porte-parole des Nations unies, Alessandra Velluci.

«Maintenant, il faut d'intenses discussions pour savoir quelle procédure nous allons suivre», a-t-elle ajouté, affirmant ainsi que les modalités qui paraissaient acceptées par les deux délégations jeudi sont remises en cause.

Au lieu de mener des négociations directes, les deux délégations seront reçues séparément par l'émissaire spécial pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, qui devait s'entretenir avec la délégation du gouvernement syrien à partir de 10h00 GMT puis dans l'après-midi à partir de 15h00 GMT avec la délégation de l'opposition, a précisé la porte-parole. «Nous avançons pas à pas», a-t-elle ajouté.

Jeudi, il avait été convenu que les deux délégations se retrouvent hier vendredi dans une même salle avec M. Brahimi pour l'entendre fixer les règles de la discussion, puis se séparer dans deux salles pour dialoguer par l'intermédiaire de l'émissaire. M. Brahimi cherche à amener tout le monde autour d'une même table pour un dialogue sous sa médiation.

Selon des sources dans les deux délégations, l'opposition a refusé de s'asseoir à la même table avec la délégation du gouvernement syrien, jusqu'à ce que ce dernier accepte le communiqué de Genève adopté en juin 2012 prévoyant la mise en place d'un gouvernement de transition dans le pays.

TURQUIE

Les complots à nouveau au cœur du débat politique

La lutte à mort entre le Premier ministre islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan et l'organisation religieuse qu'il accuse de vouloir précipiter sa chute a ravivé en Turquie toutes les théories du complot, grand classique de la vie politique locale.

«Etat dans l'Etat», «organisation criminelle», «gang»... Depuis un mois, lechef du gouvernement ne mâche pas ses mots contre la confrérie de Fethullah Gülen. Il soupçonne son réseau, forcément puissant et opaque, d'avoir infiltré la police et la justice pour provoquer sa chute par le biais d'une vaste enquête anticorruption.

A longueur de discours, M. Erdogan se fait fort de révéler les «ambitions et les désirs» de l'organisation ou «l'empire de la peur» qu'elle ferait régner.

Tous les membres du gouvernement se sont rangés comme un seul homme derrière leur Premier ministre et agitent à leur tour le spectre de la «conspiration du 17 décembre», ourdie «à l'intérieur et à l'extérieur» de la Turquie, forcément.

La presse proche du régime n'est pas en reste, distillant à longueur de colonnes les «preuves» de la machination. Le quotidien *Sabah* s'est ainsi délecté de la publication des «détails choquants» d'enregistrements d'origine suspecte de conversations téléphoniques entre l'imam Gülen et quelques-uns des plus grands patrons du pays.

En Turquie, les spéculations vont bon train. Les enquêtes en cours qui visent des dizaines de proches du régime portent sur des ventes illégales d'or à l'Iran ou des pots-de-vin versés lors de marchés publics. Banal, mais apparemment insuffisant.

«Ce scandale cache surtout des manigances sur le marché énergétique entre la Turquie, la Syrie, l'Iran et l'Irak», affirme très sérieusement Yildirim, un informaticien de 31 ans interrogé dans les rues d'Istanbul.

«Les théories du complot sont très prisées en Turquie», résume le politologue Cengiz Aktar, de l'université privée Sabanci d'Istanbul, «dans toutes les sociétés opaques, les rumeurs remplacent l'absence d'information».

Pendant les longues années où l'armée a exercé sa tutelle sur la vie politique du pays, c'est «l'Etat profond», ce conglomérat occulte d'intérêts nationalistes et antieuropéens, qui a alimenté tous les bruits, fondés ou non, de coups d'Etat.

En juin dernier, le Premier ministre a recouru à la même technique contre la fronde de la rue. Les manifestants qui exigeaient sa démission étaient manipulés par un «lobby des taux d'intérêt» hostile à la marche en avant du pays, avait-il alors clamé, sans convaincre.

Mais cette fois, le visage même de son adversaire semble donner un peu plus de prise à sa nouvelle chasse aux sorcières.

«M. Erdogan est chef d'un parti politique. Il est totalement visible et légitime», note le chercheur Nihat Ali Ozcan (université privée TOBB), «alors que le mouvement Gülen, lui, n'est pas transparent et les frontières de sa structure sont très floues».

Agé de 73 ans, M. Gülen a bâti depuis son quartier général américain un puissant réseau d'écoles, fondations ou médias qui diffusent la culture turque dans le monde entier. Sa communauté revendique plusieurs millions de partisans et des relais influents dans les affaires, la police et la magistrature turques.

Comme le répètent ses porte-voix officiels, le mouvement nie toute ambition politique. «Nous nous sommes toujours refusé à donner la moindre consigne politique», assure le vice-président de la Fondation des journalistes et écrivains, Cemal Usak.

Mais la guerre fratricide qui déchire la majorité islamo-conservatrice du pays pourrait, à la veille des élections municipales de mars et présidentielle d'août, changer la donne.

«Le mouvement prétend depuis des années être indifférent à la politique et ne s'intéresser qu'à la paix et au dialogue interreligieux mais nous voyons maintenant qu'il est très actif dans la police et la justice», souligne Bayram Balci (fondation Carnegie). «Ce côté nébuleux va écorner la réputation du mouvement». Spécialiste du Moyen-Orient à la Heritage Foundation américaine, Jim Phillips n'en croit pas un mot. «Je ne pense pas que le mouvement Gülen constitue une grande menace pour la Turquie», juge-t-il, «M. Erdogan l'exagère uniquement pour distraire l'attention de l'opinion publique du scandale qui vise son gouvernement».

En Turquie, les critiques de M. Erdogan s'amusent volontiers de ce discours «conspirationniste», dénoncé comme un écran de fumée grossier.

Mais certains s'en inquiètent aussi. «Comme avec celles de «communisme» pendant la Guerre froide ou d'«islamisme» pendant le coup militaire de 1997, les accusations de «gülenisme» mettent en danger la démocratie», a averti récemment le célèbre journaliste Hasan Cemal.